

*Questions orales***L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**

L'AGENCE SPATIALE—MONTRÉAL—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale ou au ministre (Sciences et Technologie). C'est au sujet de l'attribution des contrats de recherche et de développement au Québec. A tous les mois qu'on peut suivre, on s'aperçoit que le Québec est l'enfant pauvre du gouvernement fédéral, dans ce dossier. On ne reçoit que les miettes!

**Des voix:** La question!

**M. Malépart:** Si on regarde les chiffres pour le mois d'avril, seulement 190 000 \$ sur 13 000 000 \$; en mai, 788 000 \$ sur 14 000 000 \$. Le gouvernement du Québec, et même le chef de l'opposition, M. Parizeau, ont déclaré que le Québec était maltraité par le gouvernement fédéral dans ce domaine. Et on attend toujours la décision sur l'Agence spatiale.

Ma question aux deux ministres est la suivante: Est-ce que le gouvernement retarde la décision pour annoncer l'Agence spatiale au Québec après que tous les contrats auront été donnés, ce qui voudrait dire que l'Agence spatiale au Québec sera là pour administrer les contrats qui seront exécutés à l'extérieur du Québec, ou s'il attend tout simplement l'annonce de la campagne électorale pour essayer de se faire du capital politique?

[Traduction]

**L'hon. Frank Oberle (ministre d'État (Sciences et Technologie):** Monsieur le Président, le député ne fait que donner les chiffres se rapportant à un seul ministère, soit le ministère des Approvisionnement et Services, comme il l'a déjà fait. Je puis lui assurer que, depuis notre accession au pouvoir, le Québec a reçu 47 p. 100 du total national pour ce qui est des subventions.

Il est vrai que, du côté des marchés, le pourcentage est un peu moins élevé, mais la moyenne s'établit tout de même à 32 p. 100. Je tiens à signaler au député que, en un mois, le Québec a touché 47 p. 100 du montant total versé par le ministère des Approvisionnement et Services au titre des sciences et de la technologie. Il y a d'autres mois où ce pourcentage n'a pas été aussi élevé, mais on peut dire que le Québec a été très bien traité par le gouvernement fédéral dans ce domaine.

[Français]

ON DEMANDE QU'ON ANNONCE MONTRÉAL COMME EMPLACEMENT DE L'AGENCE SPATIALE

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, le Québec voudrait savoir qui dit vrai. Le ministre est en plein tombé dans le panneau. Hier, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui était en conférence de presse au Québec, disait: C'est vrai que le Québec ne reçoit pas sa juste part. Et le ministre à la Chambre vient de nous dire qu'on en reçoit plus qu'on en mérite. Les gens du Québec voudraient savoir qui dit la vérité. Je suis persuadé que Parizeau dit la vérité, Bourassa dit la vérité, le maire de Montréal dit la vérité, l'Opposition officielle dit la vérité: le Québec ne reçoit pas sa juste part. Pourquoi n'annoncez-vous pas maintenant l'Agence spatiale à Montréal, avec des contrats?

**L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, il y a certainement beaucoup de monde qui dit la vérité et en particulier le gouvernement dit la vérité dans le dossier. Que l'Opposition dise la vérité, cela, parfois, je le mets en doute.

Quand on regarde les statistiques qui sont publiées, mon collègue avait tout à fait raison. Quand on regarde les statistiques mensuelles sur les octrois, les contributions et les contrats qui sont donnés dans le domaine de la recherche et du développement, dans le domaine des sciences et de la technologie, à travers le pays, cela varie énormément. Je pense que mon collègue va devoir, selon les statistiques publiées au cours des dernières années, reconnaître que cela a pu varier de taux très bas pour certains mois à des taux qui s'élèvent presque à 50 p. 100 pour d'autres mois.

Maintenant, quand on regarde la moyenne des contributions fédérales pour la recherche et le développement à l'industrie, on réalise qu'en 1986-1987, qui sont les statistiques les plus récentes, le Québec a reçu 34,3 p. 100 des contributions fédérales alors que l'Ontario en recevait 28,8, que l'Atlantique en recevait 8 p. 100 et que les provinces de l'Ouest en recevaient 14,3 p. 100. Ce sont des statistiques qui nous viennent, et je veux le citer pour mon collègue de Montréal—Sainte-Marie, de Statistique Canada dans un rapport qui s'intitule *Federal Government Science Expenditures By Region 81-82 to 86-87*. Alors, je pense que la répartition est juste et équitable, et que se fier à des statistiques mensuelles, c'est donner une fausse impression aux gens du Canada.

\* \* \*

[Traduction]

**LE LOGEMENT**

LES TRAVAUX PUBLICS—LE TRANSFERT DE TERRES À LA MUNICIPALITÉ DE VAUGHAN

**M. Reginald Stackhouse (Scarborough—Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre suppléant des Travaux publics. Travaux publics Canada est sur le point de transférer 100 acres de terres à la municipalité de Vaughan, juste au nord de Toronto.

Étant donné la pénurie critique de logements abordables dans la région de Toronto, je demande au ministre si le gouvernement ne pourrait pas reconsidérer cette question et voir si une ville de 57 000 habitants a réellement besoin de 100 acres pour ses services, et s'il ne serait pas possible de consacrer la majeure partie de ce terrain à la construction de logements abordables?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, on m'a dit que le terrain que mentionne le député n'a toujours pas été vendu. Comme condition de vente, Travaux publics essaient d'obtenir de la ville de Vaughan qu'elle réserve une partie du terrain à la construction de logements abordables et normaux, et on espère une réponse prochaine de la municipalité.